



**M**ONTPELLIER 2020

## *La lettre de Sursaut*

Mai 2020, n°86

**« Le virus nous oblige à reconsidérer notre condition humaine »**



*Adam et Eve*, Lucas CRANACH

« *Le virus nous oblige à reconsidérer notre condition humaine* » : c'est l'invitation faite par l'écrivain algérien, Kamel Daoud, dans l'émission *La grande librairie* du 22 avril. Elle rejoint celle du neuropsychiatre, Boris Cyrulnik, dans le journal du *Midi Libre* le 19 avril : « *ce n'est pas une crise, mais*

*une catastrophe, un tournant de la condition humaine* ». Les enjeux du déconfinement ne peuvent être réduits aux simples enjeux d'un combat médical ou scientifique ou d'une remise en route d'un système socio-économique. En stoppant brutalement les échanges entre humains au quotidien à un niveau planétaire le Covid 19 est venu déconstruire en profondeur nos structures sociales. Edgar Morin en a clairement dessiné les contours dans un entretien donné au journal *Le Monde* le 20 avril : « *l'après-épidémie sera une aventure incertaine où se développeront les forces du pire et celles du meilleur, ces dernières étant encore faibles et dispersées. Sachons enfin que le pire n'est pas sûr, que l'improbable peut advenir, et que, dans le titanesque et inextinguible combat entre les ennemis inséparables que sont Eros et Thanatos, il est sain et tonique de prendre le parti d'Eros* ». Le sociologue reprenait à son compte les termes employés par Freud dans son *Malaise dans la culture*. Les sociétés comme les individus sont prises par le jeu dialectique entre deux pulsions contraires : l'une les pousse à la destruction et à l'anéantissement (pulsions de mort ou *Thanatos*), l'autre les amène, à l'inverse, au lien et à la création (pulsion de vie, *Eros*). Le livre a été écrit en 1929 en plein effondrement de Wall Street. Il se conclut par ce constat : « *les hommes sont maintenant parvenus si loin dans la domination des forces de la nature qu'avec l'aide de ces dernières il leur est facile de s'exterminer les uns les autres jusqu'au dernier... et maintenant, il faut s'attendre à ce que l'autre des deux puissances célestes, l'Eros éternel, fasse un effort pour s'affirmer dans le combat contre son adversaire tout aussi immortel* ». Au moment de la deuxième édition, deux ans après, la crise économique a fait son œuvre, et les nazis sont aux portes du Reichstag. Freud ajoute en conclusion cette interrogation inquiète : « *mais qui peut présumer du succès et de l'issue ?* ».

90 ans plus tard, les faits pourraient sembler donner torts aux prévisions de Freud puisque ce sont les forces de la nature qui viennent menacer la domination que semblait avoir acquis l'homme sur elle. Les deux sont, en fait, liées. C'est sans doute l'illusion de l'homme d'avoir dominé la nature qui l'amène à son désarroi actuel. Il pensait l'avoir pleinement maîtrisée grâce à ses technologies et à l'exploitation irréflichte et insensée de ses ressources. Il s'était tranquillement endormi dans cette certitude d'où est venu brutalement le déloger le Covid 19. La crise sanitaire est venue « *porter atteinte au confort douillet dans lequel les pays économiquement développés se sont progressivement lovés* » (Dominique Strauss Kahn, *Le Monde* le 13 avril).

L'homme croyait avoir tout prévu. Il pensait maîtriser, entre autres, la survenue de tout « *événement indésirable* » grâce à ses protocoles sanitaires. Les alertes répétées des professionnels ne dérangent ni ses certitudes ni ses ambitions. Dans une célèbre conférence en avril 2012, Bill Gates avait même dessiné la figure du danger sanitaire qui nous guettait sous la forme d'un virus ressemblant étrangement à notre Covid 19. Il avait détaillé les mesures de prévention nécessaires, notamment un équipement hospitalier adéquat. Mais « *le confort intellectuel et l'habitude ont horreur des messages qui les dérangent* » (Edgar Morin, *ibid.*).



*L'armée des 12 singes* de Terry GILLIAM

L'homme sait s'effrayer de nombre de choses, mais pas forcément les bonnes. La littérature et le cinéma de science-fiction ont de tout temps cherché à imaginer le futur et à décrire des sociétés post-catastrophes, dans des scénarios parfois proches de ce que nous vivons. Ainsi, dans la littérature le

romancier sud-africain Deon Meyer a récemment raconté dans *L'année du lion* (2017) l'histoire d'une humanité décimée à 95% au niveau planétaire par un « viruscorona ». Ils n'ont cependant jamais proposé le scénario d'une infiltration aussi insidieuse et insaisissable que celle que nous vivons. A l'échelle des chiffres, la mortalité due au coronavirus reste relativement humble. Nous en reprenons les données statistiques en fin de Lettre. Sur le plan économique, par contre, le Covid 19 a amené l'arrêt brutal des économies mondiales et le confinement de la moitié de la population de la planète. Sur le plan imaginaire, enfin, il fait planer les plus extrêmes menaces d'extermination. « *Notre cerveau a lentement basculé comme a sombré le Titanic, commente Patrick Boucheron dans Médiapart, avec des caissons étanches qui ont sauté les uns après les autres, ennoyant progressivement notre compréhension et nous faisant finalement chavirer* ». « *Où a-t-on vu, ajoute-t-il, l'angoisse d'une destruction de l'urbanité, de la vie sociale – l'horreur lente et sournoise de vivre dans une ville qui ne vit pas ?* ».

Chaque nation a essayé de se réfugier derrière ses équipements sanitaires (lits de réanimation, masques et solution hydroalcoolique). Malgré leurs disparités de départ, elles ont quasiment toutes été contraintes de prendre des mesures de confinement du fait de l'absence d'alternative thérapeutique. Nous en mesurons aujourd'hui la limite dans le temps. Si le confinement a pu permettre dans un premier temps d'endiguer la propagation du virus et d'éviter des centaines de milliers de morts, il a eu de graves conséquences sur la vie économique et sur l'équilibre social et individuel. Nos sociétés ne peuvent se réfugier éternellement derrière des caissons étanches. Elles sont obligées, à un moment ou à un autre, de mettre en place d'autres stratégies que celles de l'évitement, et d'espérer que les travaux de nos chercheurs permettront de trouver, dans l'immédiat, un remède symptomatique et, demain, un vaccin.



Gaston Lagaffe dessin d'André FRANQUIN

Le virus est venu rappeler à nos sociétés qu'elles étaient, comme les humains, mortelles et provisoires. Nos systèmes capitalistes néo-libéraux se sont construits sur l'inverse, sur une croyance en un « produire toujours plus » illimité engendrant des profits aussi illimités. Ils se sont édifiés sur un déni de la mort en s'efforçant d'en retarder l'échéance car elle signifierait l'échec de leurs ambitions. Bernard Maris écrivait que « *le capitalisme retardait la mort par allongement du chemin* ». Mais « *si nous pouvons retarder la mort par vieillissement, rappelle Edgar Morin (ibid.), nous ne pourrons jamais éliminer les accidents mortels où nos corps seront écrabouillés, nous ne pourrons jamais nous débarrasser des bactéries et des virus qui sans cesse s'automodifient pour résister aux remèdes, antibiotiques, antiviraux, vaccins* ».

La mort a pris, du fait même, un nouveau statut. En 1969 le million de morts occasionné dans le monde par la grippe de Hong Kong et les 40 000 dans le seul territoire français n'avaient pas occasionné un tel émoi mondial. Il a même disparu de nos mémoires. Aujourd'hui la mort d'un seul est devenue intolérable. « *La mort, fait remarquer Dominique Strauss-Kahn (ibid.), n'était pas seulement devenue lointaine en raison de l'augmentation de l'espérance de vie, elle était aussi devenue intolérable comme en témoignent les réticences à engager des troupes au sol dans la plupart des conflits récents. La « valeur » de la vie humaine a considérablement augmenté dans l'inconscient collectif des pays les plus riches. Or aujourd'hui, nous reprenons conscience de la précarité de l'être* ». La mort des personnes âgées est devenue particulièrement inacceptable. Patrick Boucheron fait justement remarquer que si « *tous les gouvernements sont soumis à l'impératif catégorique de sauver les vies humaines, toutes les vies, « quoi qu'il en coûte* », alors il faudra en tirer les conséquences, toutes les conséquences, que ce soit à propos de l'urgence climatique ou des drames humanitaires liés aux déplacements de réfugiés » (ibid.).

La question que nous devons ouvrir est bien là : quelles leçons en tirerons-nous pour aménager une nouvelle « condition humaine » pour chacun en lien avec toute la planète ? Nous en connaissons déjà quelques-unes : la « désintoxication » de nos modes de vie, le respect de la biodiversité et un bon usage de la mondialisation pour qu'elle soit respectueuse des peuples et des continents. Et si nous nous mettions au travail ?

## Le bloc-notes de Gérard DORIVAL



Dessin de KANAR

## Le retour des services publics

Lorsque dans mes diverses tribunes je déplorais de façon récurrente la déshérence des services publics, exsangues, je n'imaginai pas qu'un cataclysme sanitaire les réhabiliterait, sous l'égide d'une opinion publique, conquise.

L'hôpital, l'école, la sécurité, la justice, la recherche, les impôts - j'en oublie - devraient renaître, sans doute à partir de nouvelles bases moins technocratiques. L'exemple de l'hôpital est flagrant. L'éditorial d'une précédente Lettre (octobre 2019) nous décrivait l'incroyable dérive organisationnelle d'un secteur où les personnels soignants étaient mis sur la touche au profit de technocrates et de structures surabondantes de partenaires sociaux.

Des écueils vont se dresser pour contrecarrer une éventuelle politique de remise à niveau, voire évidemment de développement.

- Il ne faut pas mésestimer les forces de la "finance", puissantes, qui feront tout pour reconquérir le terrain qui leur avait été concédé.

- en interne, les surenchères, par effet d'aubaine, ne manqueront pas de plomber l'image et la trajectoire. Les emplois, les revalorisations salariales et les restructurations de carrière, évidemment attendues, devront être confrontées à la disponibilité des ressources interprétées aujourd'hui comme illimitées.

- La question de ces ressources est pendante : Piketty parle d'impôt (sur les riches et les grosses entreprises), l'assiette apparaissant en fait à évaluer. Beaucoup d'autres parlent de dette qui cependant ne serait pas en mesure de tout couvrir

Une programmation pluriannuelle d'envergure mais raisonnable pourrait, si la volonté politique était clairement établie, redonner aux services publics et à leurs agents les capacités de répondre efficacement et sereinement à des besoins incontournables.

## La problématique des solidarités européennes

La Commission Européenne n'a pas pour l'instant accepté un plan de relance solidaire. Ainsi l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal risquent de ne pas se voir accorder les lignes de crédits sollicitées de l'Europe, qui, suprême et offensante déconvenue, les oriente vers un redéploiement budgétaire interne ! La leçon est amère.

Les contempteurs habituels de l'Europe plaideront pour son innocuité, pour un manque de solidarité des pays riches par rapport aux pays « pauvres », pour le délaissement du Sud par rapport au Nord ...

La vérité est à creuser contradictoirement : ces pays ont eu à creuser depuis des décennies des déficits importants pour répondre à une exigence sociale, pour caresser aussi dans le « sens du poil » leurs opinions publiques et de multiples groupes de pression, écartant, peut-être à juste titre, les équilibres fondamentaux

La lourde séquence que nous vivons aujourd'hui se traduit en France par les sollicitations sans retenue de l'Etat, de la part de toutes les corporations sans exception, même les moins atteintes, certaines étant cependant réellement sinistrées.

Cette politique récurrente finit poser question en Europe et c'est très compréhensible, même si beaucoup de pays sont également contraints à ces dépassements budgétaires, la règle des 3 % étant au moins provisoirement abandonnée.

L'attitude de l'Allemagne devrait être inspirée du concours important dont elle a bénéficié après-guerre et qu'elle a tendance à oublier aujourd'hui. Elle est loin d'être exemplaire par ailleurs s'agissant de l'accueil de ses travailleurs migrants dans des conditions sanitaires indignes

Nous subissons une double peine : celle de largement consentir en interne, d'ailleurs sans vraie reconnaissance à attendre (le recours à l'Etat est d'office et est considéré comme naturel) et celle de se retrouver isolés et appauvris, avec nos trois voisins, de la scène européenne.

Il faut espérer que cette menace ne se concrétise pas, la solidarité européenne, aux interprétations paradoxalement unilatérales, étant gage de son unité et de son avenir. Chacun au Sud comme au Nord doit faire preuve pas seulement d'exigence mais de responsabilité

## Hommage musical dans mon village

Jean-Claude ALBERT (Mudaison)



Dessin J. MORNET

19h59. A Mudaison l'avenue du stade est déserte. Silence de cathédrale. Seuls signes de vie : deux pigeons (pigeonnes ?), à la recherche d'un hangar pour y bâtir leur nid d'amour, roucoulent tranquillement sur le toit d'une grande maison.

Vingt heures. Tout à coup la vie s'éveille. Des applaudissements, des fenêtres qui s'ouvrent, un cliquetis de casseroles, une petite fille apparaît au loin. Les voisins sont sur le pas de la porte de leurs maisons - confinement oblige - tandis que s'élèvent vers les cieux les variations mélodiques d'un harmonica. Hommage sonore à nos soignants, à nos soignantes, à toutes celles et ceux qui nous protègent, qui nous alimentent, en nourritures terrestres, en nourritures spirituelles. Ce soutien dans leur combat épuisant contre le coronavirus, nous le leur devons, c'est une évidence.

Depuis le début de notre enfermement - trente jours, trente nuits - nous avons donc pris rendez-vous avec la musique. Elle est devenue, durant les quelques minutes de cette rencontre au quotidien, notre messagère, régnavant sur le silence de l'avenue. Mélodies harmonicistes en souvenir du chanteur Christophe, récemment disparu, ou de



Jean Ferrat, puis concerts de guitare d'un soliste inspiré par Santana, tandis qu'au bout de la rue, d'un piano s'échappent les harmonies d'une mélodie d'Elton John. Dans ce monde anxigène, les notes de musique qui s'envolent sont aussi des notes d'espérance. Me reviennent en mémoire les paroles de la chanson « *Imagine* » de John Lennon.

Notre souhait au terme de ces instants d'échange, de partage à distance entre voisins : que ces remerciements, ces hommages musicaux parviennent directement (puisqu'on n'a plus de pigeons voyageurs) à tous nos soignants. Avec pour chacun(e) d'eux un message, celui de l'immense violoncelliste Pablo Casals : « *la musique donne la paix à ceux qui sont sans repos et console ceux qui pleurent* ».

Bon courage. Le bonheur est dans l'après.

## COVID-19 : Réflexions philosophiques et épistémologiques

ALBERT A. (Québec), 25 avril 2020

*Notre numéro d'avril consacré notamment (actualité coronarienne oblige), à nos confinements, a conduit un nouveau lecteur installé au Québec à nous faire parvenir une contribution argumentée sur la thématique libertés/ santé.*

C'est avec un grand intérêt que j'ai pris connaissance des articles du numéro d'Avril 2020 de la *Lettre de Sursaut* dont j'ai appris l'existence par l'intermédiaire de l'un de ses auteurs M. Jean-Claude Albert.

Vivant au Québec depuis 50 ans il est clair que ma connaissance de l'actuel milieu politique français est limitée. Mais il m'a semblé que le point de vue d'un « outsider » d'Outre-Atlantique sur une situation qui a des ramifications planétaires pourrait intéresser certains des lecteurs de votre revue.

Les articles publiés dans le numéro d'avril 2020 témoignent de la multiplicité des points de vue sur la crise engendrée par l'arrivée du Corona virus. Seul mon intérêt personnel pour certains aspects de la crise et mon manque de compétences sur d'autres aspects ont guidé le choix des questions sur lesquels portent mes commentaires. Pour leur donner une certaine cohérence je les ai placés sous le thème général de la **liberté**.



Affiche du film *La vie des autres* de Florian HENCKEL von DONNERSMARCK

Si j'en juge par le contenu de certains grands journaux tant français que nord-américains, l'impact liberticide des décisions prises par les pouvoirs publics dans le cadre des mesures sur l'état d'urgence sanitaire en inquiète plus d'un. Et je ne parle pas ici des « zemmouriens » français ou des « libertariens » nord-américains qui, quelles que soient les raisons d'une intervention étatique, en dénoncent systématiquement le caractère liberticide. Je fais plutôt référence aux spécialistes (juristes, médecins, chercheurs, etc.) et aux citoyens qui s'expriment sur les nombreux moyens de communication aujourd'hui à leur disposition.

Un éditorial du journal *Le Monde* (30 mars 2020) qualifiait de « *faux dilemme* » le choix entre santé et libertés et exhortait ses lecteurs à s'interroger sur le monde de demain. Ce ne sera pas, comme le chante Christophe Maé, et pour reprendre le titre d'un de vos articles, « *le bonheur [qui] est dans l'après* ». Ce sera, d'abord et surtout, le risque de voir les mesures d'urgence s'éterniser.

Mais si, conjugué au futur, le dilemme peut effectivement se révéler faux, qu'en est-il *conjugué au présent* ?

Pour illustrer l'actualité du dilemme je me contenterai de deux exemples abondamment commentés dans la presse écrite et sur internet : **celui du (dé)confinement et celui de la recherche scientifique médicale.**

### **Le dilemme du (dé)confinement : la philosophie du COVID-19**

Pour certains, le redémarrage de l'activité économique est une urgence nationale car les coûts du confinement l'emportent sur ses avantages. C'est le cas, par exemple, de Nicolas Baverez (*Le Monde* du 20 avril) qui défend sa position chiffres à l'appui. Pour d'autres un déconfinement rapide serait, en l'état actuel des choses, une catastrophe eu égard au rebond probable de l'épidémie. Bien des angles d'analyse de ce dilemme sont possibles. On peut évidemment contester les chiffres, ou bien encore y voir un problème plus large de prise de décision en matière de politiques publiques. Ainsi, par exemple, certains voient comme un danger pour la démocratie, la montée de *l'épistocratie*, c'est-à-dire le gouvernement par des « experts » dont les querelles inter mais aussi intra-disciplinaires font la une des quotidiens.

J'ai choisi ici de privilégier l'angle d'analyse philosophique suggéré par le philosophe américain Jack Stetter (*France Culture* du 14 avril 2020). Pour ce dernier, loin d'être des mesures qui nous privent de liberté, les restrictions des libertés individuelles sont, si elles respectent certains critères (nécessité, proportionnalité), des conditions requises pour leur exercice. Pour préserver notre liberté, nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter ces restrictions. Pas de choix, pas de dilemme ! QED.



[HTTP://ADOLFDSSINATEUR.BLOGSPOT.COM](http://adolfdessinateur.blogspot.com)

La démonstration de Stetter repose sur une vision spinoziste de la liberté. Pour Spinoza, être libre consiste à vivre « *ex ductu rationis* », sous la direction de la raison. Certes, les êtres humains sont bien souvent, « ignorants et dirigés par la passion plutôt que par la raison ». Mais cette dernière les oblige à reconnaître la nécessité de l'instauration de mécanismes de contraintes de nature à faciliter la coopération au sein de la cité. En l'absence de tels mécanismes, « *l'homme serait misérable, car il serait privé de la possibilité d'être libre, c'est-à-dire d'exécuter les décrets de la raison* ». Les contraintes ne doivent donc pas être vues comme un « *effort [qui] consiste à sacrifier sa liberté pour le bien commun* » mais plutôt comme un moyen de soutenir l'exercice de la liberté. Ainsi, pour Stetter, le fait que nous acceptions l'imposition du confinement pour éviter l'effondrement des systèmes de santé prouve que la raison l'emporte sur les passions et donc que, dans les circonstances actuelles, cette acceptation est garante d'une liberté accrue.

La thèse de Stetter me paraît critiquable à deux points de vue : d'une part elle considère, comme il l'écrit lui-même en citant Spinoza, un « *cas idéal* » et d'autre part elle s'appuie sur une notion vague celle de « *bien commun* ».

Ainsi, pour Stetter, dans le cas « idéal » où notre *raison* l'emporterait sur nos passions, le bien-être collectif serait atteint car tout le monde respecterait alors les contraintes du confinement. Mais si, comme le supposent certains économistes, la rationalité individuelle devait l'emporter sur la raison alors le confinement se transformerait en...déconfiture. C'est là une illustration de l'exemple bien connu du dilemme du prisonnier : la rationalité individuelle m'incite à faire cavalier seul (à ne pas respecter le confinement) si je suppose que le respect du confinement par les autres est suffisante pour abaisser le degré de contagiosité du virus au-dessous du seuil où le risque d'épidémie peut être plus facilement contenu (taux de contagiosité  $R_0$  inférieur à 1). Bien entendu, si tout le monde pense - et agit - ainsi, le virus se propage et adieu ma liberté (ou plus exactement adieu les conditions me permettant de jouir de ma liberté) !

La rationalité est-elle une catégorie différente de la raison ? Et si oui, devient-on plus raisonnable ou plus rationnel face à l'adversité ? C'est, si et seulement si, l'on peut affirmer la primauté de la raison sur la rationalité, qu'il devient alors possible d'affirmer avec Stetter que confinement et liberté ne sont pas antinomiques mais qu'au contraire l'acceptation des contraintes du confinement est nécessaire à l'exercice de notre liberté.

Ma deuxième critique porte sur la notion de « *bien commun* » qu'utilise Stetter, pour qui l'abandon de certaines libertés individuelles n'est pas un sacrifice (en termes économiques un « coût d'opportunité ») mais au contraire une condition nécessaire à l'atteinte du bien commun. Cette proposition serait acceptable par une large majorité d'individus s'ils se faisaient la même idée du « *bien commun* ». Mais ce concept se prête à de multiples interprétations. Il suffit de suivre l'actualité pour constater que pour certains, compte tenu de l'idée qu'ils se font du bien commun, le confinement a assez duré. Et ces divergences d'opinion ne sont pas seulement le reflet des clivages traditionnels droite/ gauche, mais aussi intergénérationnels et professionnels (entre autres).

L'approche philosophique **normative** du problème de la « *liberté spinoziste en temps de pandémie* » est intellectuellement stimulante. Elle nous porte à réfléchir sur la pertinence et la nécessité des contraintes étatiques dans le contexte de cette pandémie. Mais le pouvoir **explicatif** d'une telle approche laisse cependant à désirer. En faisant un appel exclusif à la **raison** pour **justifier** l'imposition et l'acceptation de telles contraintes, elle omet de prendre en considération la **rationalité** qui sous-tend le jeu des acteurs impliqués (les milieux médicaux et politiques en particulier dans le cas de la crise du COVID-19).

L'approche **positive** (par opposition à **normative**) de l'Ecole du Public Choice fondée sur l'analyse économique des phénomènes politiques serait plus indiquée pour expliquer le comportement des divers acteurs en temps de crise. Elle pourrait, en particulier, éclairer l'état et la dynamique des relations que les politiciens entretiennent avec les scientifiques ou que les scientifiques entretiennent entre eux.

### **Le dilemme des chercheurs : l'épistémologie du COVID-19**

« *Coronavirus : nous nous trompons de méthode* », tel est le titre d'un article du Dr. Raoult dans le journal Les Échos (9 avril 2020). « *Le modèle de l'IHME (Institute for Health Metrics and Evaluation) utilise des méthodes erronées et ne devrait pas guider les politiques américaines de réouverture de l'économie* » affirment des épidémiologistes anglais et américains. Nous pourrions multiplier les citations de ce genre pour illustrer les désaccords sur le sujet qui existent entre les spécialistes chargés de conseiller les politiciens.

Cette crise est-elle en train de changer la façon de conduire la recherche et d'en diffuser les résultats ou bien ne fait-elle qu'accélérer la montée de l'« *épistémologie tribale* » que dénonce David Roberts, journaliste de la revue américaine Vox ? Ce concept est la manifestation du biais de confirmation qui pousse les individus, outils numériques et réseaux sociaux aidant, à interpréter l'information en fonction de son adéquation avec les valeurs de sa « tribu » et non en fonction des données probantes à sa disposition. Pour Roberts, la balance penche en faveur de l'hypothèse de l'épistémologie tribale : les



recherches menées aux États-Unis tendent à montrer que la « partisanerie » politique est le meilleur prédicteur des comportements des individus face à la crise (Vox, 31 mars 2020).



Dessin de GELUK

Que cette hypothèse soit plus vraisemblable que celle de l'émergence d'un nouveau paradigme en matière de recherche ne change rien à la question de la liberté du chercheur dans le choix de ses méthodes de recherche. Cette question n'est pas nouvelle. Elle oppose les tenants de l'anarchisme épistémologique défendu par Feyerabend dans *Contre la méthode* (avec son slogan provocateur « *Everything goes* ») aux tenants de l'orthodoxie scientifique, ardents défenseurs de la méthode expérimentale (et des essais randomisés contrôlés en particulier).

On peut brièvement illustrer la portée de ces querelles méthodologiques à l'aide du cas Raoult, le médecin et chercheur français auteur de « *l'hypothèse hydroxy chloroquine* ».

Les controverses suscitées par l'approche du Dr. Raoult face au COVID-19 ont fait le tour du monde. Ce que l'on retient généralement de ces controverses concerne essentiellement, d'une part les *résultats* (le « cocktail » hydroxy chloroquine + azithromycine est-il efficace pour lutter contre le virus ? A quel stade du processus de développement de la maladie est-il le plus efficace et à quelles catégories d'individus peut-il être administré sans grands risques ?) Et, d'autre part, les *méthodes* employées pour « prouver » l'efficacité du cocktail. La controverse oppose les « Randomistes », partisans de la méthode expérimentale (considérée comme l'étalon-or de la recherche médicale) aux « Raoultiens » pragmatiques qui dénoncent la non-pertinence d'une telle méthode dans un contexte de maladies infectieuses. On trouvera dans les Échos du 9 avril 2020 ou dans Le Monde des 29-30 mars 2020, les points de vue développés par les partisans de chacun des deux camps.

Pour intéressants qu'ils soient, ces débats sur les résultats ou sur la robustesse et la pertinence des méthodes ne sont qu'indirectement liés à l'objet de notre discussion. Ce qui importe surtout c'est l'émergence **d'une nouvelle façon de faire la recherche et d'en diffuser les résultats** engendrés par l'urgence de la situation tant au plan thérapeutique qu'à celui de la recherche médicale.

Au *plan thérapeutique*, le Dr. Raoult qui préconise l'utilisation de son fameux cocktail sans que son efficacité ait été prouvée « scientifiquement » (le « scientifiquement » doit être pris ici au sens de l'orthodoxie régnante) justifie sa méthode par le fait que dans l'urgence et, plus généralement, dans le cas des maladies infectieuses, « *le médecin peut et doit réfléchir comme un médecin et non pas comme un méthodologiste* ». Ce qui signifie, entre autres, que le médecin n'a pas à obtenir des autorisations d'une quelconque autorité supérieure pour traiter ses patients pour autant qu'il agisse *selon les règles déontologiques* qui gouvernent sa profession. Cela implique aussi que la relation entre le patient informé et son médecin traitant ne doivent faire l'objet d'aucune interférence. Le patient doit avoir le droit d'essayer des traitements expérimentaux sous supervision médicale.

Les tenants des méthodes rigoureuses ne manquent pas de souligner les risques (qui semblent être réels) de l'approche Raoult pour les patients (cardiaques en particulier). Ils prétendent par ailleurs que ces risques affectent également la *recherche médicale*. Mais, peut-on leur rétorquer, n'y-a-t-il qu'une seule façon de faire de la recherche ? Les critères de scientificité sont-ils universels ?



Dessin de GLON

Ces questions ont fait l'objet de nombreuses discussions entre les tenants de l'anarchisme épistémologique défendu par Feyerabend et les tenants de l'approche scientifique fondée sur le cycle observation-hypothèse-test expérimental-validation/réfutation ou sur des méthodes statistiques d'inférence causale.

Le principal reproche fait à l'approche de Feyerabend est le risque **de relativisme scientifique extrême** qu'elle soulève : si l'on s'en prend la formule « Everything goes » au pied de la lettre, l'astrologie et la géomancie sont des sciences au même titre que la physique quantique. Mais l'approche de Feyerabend n'est pas celle d'un relativiste absolu : son message est qu'il n'existe pas une « bonne » solution unique, indépendante du contexte. Il n'y pas de critères de scientificité universels : ils sont propres à la discipline (sciences physiques vs sciences humaines), à la situation (urgence), et d'une manière générale au contexte social dans lequel se déroule la recherche.

Ainsi, la crise du COVID-19 a, sinon engendré, du moins accéléré, les initiatives favorisant l'éclosion de nouvelles façons non seulement de faire de la recherche médicale mais aussi d'en diffuser les résultats. Par exemple, le réseau ResearchGate qui relie de nombreux chercheurs scientifiques à travers le monde a permis de mettre en place des groupes collaboratifs de recherche qui ignorent les frontières géographiques et disciplinaires. Ces pratiques court-circuitent le système traditionnel de diffusion de la recherche trop lourd et trop lent pour répondre aux urgences du moment. L'initiative des fondateurs de ResearchGate n'est peut-être pas aussi radicale que l'aurait souhaité Feyerabend mais c'est une avancée dans la direction de l'anarchisme épistémologique.

## Conclusion

Je n'ai traité ici que deux aspects particuliers du problème posé par les restrictions des libertés que subissent, à des degrés divers, les habitants de la planète confrontés à la crise du COVID-19. Le but est d'analyser ces aspects sous deux angles particuliers : *celui de la philosophie et celui de l'épistémologie*. Bien sûr, traiter de la liberté selon Spinoza n'est qu'un choix parmi d'autres (tout bon spinoziste qui se respecte contesterait l'affirmation selon laquelle il s'agit là d'un « choix ») comme l'était celui de prendre « l'hypothèse hydroxy chloroquine » du Dr. Raoult. Mais je pense que ces exemples étaient, au moment où je finis d'écrire ces lignes, les plus représentatifs des questions que nous nous posons tous : un confinement (total, partiel) est-il encore justifié et nécessaire ? Les structures dans lesquelles évoluent les médecins et chercheurs en sciences médicales sont-elles adaptées à la situation de crise que nous vivons et à celles qui ne manqueront pas de se produire dans le futur ? Bien d'autres aspects auraient pu être abordés (notamment celui concernant l'utilité et les limites des modèles épidémiologiques comme

outils d'aide à la décision en matière de politiques publiques de santé). Ils pourront, éventuellement, être traités plus tard.

### **Lu dans la presse**

*Un certain nombre d'articles parus dans la presse a retenu notre attention. Nous nous contenterons ici de n'en donner que des extraits.*



L'éruption du volcan Tambora en 1815 (icog.es)

L'historien **Alain CORBIN** dans *Télérama* du 15 avril : « L'effroi, lié à l'ignorance, rassemble toujours les gens lorsqu'il est partagé. Pendant la crise économique de 1815-1817\*, l'Europe connut un grand sentiment de vulnérabilité et d'incertitude qui pourrait avoir été, selon les dernières recherches, à l'origine des politiques sociales de lutte contre le paupérisme. Avec l'épidémie actuelle, nous assistons à des gestes de solidarité nationale et internationale, par exemple dans la façon dont les Etats se viennent en aide pour la prise en charge des malades. Ils trouvent, eux aussi, leur source dans une forme de désarroi. Cela nous renvoie encore et toujours à la grande ignorance fondamentale qui traverse toute l'histoire humaine et que nous partageons le mieux : celle de la mort ».

\*Cette crise a été concomitante de l'éruption du volcan indonésien Tambora qui plongea le monde dans l'obscurité pendant 3 ans. On attribue à ses ciels de plomb les brouillards qui entourent les paysages de Turner. Corbin va jusqu'à s'interroger si ses influences sur les conditions météorologiques ne peuvent pas expliquer certaines erreurs d'appréciation tactique de Napoléon à la bataille de Waterloo qui s'est déroulée 2 mois après.



france3-regions.francetvinfo.fr

### **Les statistiques des décès**

*Le Monde* publie chaque jour des statistiques très instructives car elles permettent un repère assez objectif des chiffres. Lorsqu'on essaie de recoller les différents chiffres fournis suivant différentes sources on s'aperçoit cependant qu'ils ne coïncident pas souvent. L'Insee reste, en France, la source la plus fiable

à condition d'appliquer les précautions de lecture qu'ils donnent eux-mêmes (cf. plus bas « le blog de l'Insee). Il n'en reste pas moins que ces chiffres fournissent une bonne vue générale des dynamiques de morbidité.

Les chiffres que nous donnons ci-dessous sont, pour la plupart, ceux des nombres de décès recollés à partir des états-civils des communes. Ils comprennent la période allant entre le 1 mars et le 10 avril 2020 pour les premiers et entre le 1 mars et le 13 avril pour les seconds. Ils sont mis en comparaison avec ceux de la même époque en 2019 et 2018. Ils prennent en compte la totalité des décès et non les seuls imputés directement au coronavirus.

### **Chiffres sur la morbidité publiés dans *Le Monde* (26 avril)**

**Dans l'Hérault** : augmentation de 11% par rapport à la moyenne des 2 années précédentes.

85 et + : 818 contre 685 et 690

75/84 : 351 contre 328 et 303

65/74 : 241 contre 212 et 243

50/64 : 134 contre 146 et 139

25/49 : 44 contre 47 et 39

0/24 : 10 contre 12 et 16

Soit un total de 1598 décès.

Pour mémoire les chiffres diffusés par l'ARS le 27 avril totalisaient 99 décès dus au coronavirus dans les hôpitaux de l'Hérault (pour 14 497 en France).

**En France** : augmentation estimée à 31% (chiffres publiés par *Le Monde* du 27 avril)

85 ans et + : 37 988 contre 31 216 en 2019 et 36 038 en 2018

75/85 ans : 16 638 contre 13 467 et 14 942

64/75 ans : 11 203 contre 9 583 et 9 149

0/64 ans : 9 773 contre 9991 et 10 025

Soit un total de 75 602 contre 64 257 en 2019 et 70 154 en 2018

**Répartition homme/femme** : chiffres du 1 mars au 13 avril 2020 contre la moyenne des années 2019-2018

Hommes :

85 et + : 18 308 contre 14 447 (+ 3 861)

75/84 : 11 825 contre 9402 (+ 2 423)

65/74 : 8 917 contre 7 504 (+ 1 413)

50/64 : 5 686 contre 5 399 (+ 287)

25/49 : 1 682 contre 1 728 (- 46)

0/24 : 341 contre 447 (- 106)

Femmes :

85 et + : 29 053 contre 24 867 (+ 4 186)

75/84 : 8 465 contre 7 286 (+ 1,179)

65/74 : 4 768 contre 4 038 (+ 730)

50/64 : 2 936 contre 2 779 (+ 157)

25/49 : 897 contre 876 (+ 21)

0/24 : 249 contre 292 (- 43)

Pour rappel on totalisait, le 27 avril, 23 293 décès dus au coronavirus dont 14 497 à l'hôpital et 8 796 en Ehpad. Le syndicat des médecins généraliste y a ajouté sur France Info une estimation de 9 000 personnes décédées à domicile suivant une propre enquête interne auprès de leurs membres.

Par ailleurs une étude publiée par le Réseau Européen le 27 avril évoquait une mortalité de 30 à 40% dans les services français de réanimation alors que jusque-là on évoquait officiellement 10%.



Dessin de TESSON

### **Blog de l'INSEE du 7 avril**

L'Insee lui-même a donné quelques précautions d'emploi de ses chiffres statistiques.

*« Il faut d'abord avoir en tête quelques ordres de grandeur : en France, le nombre de décès annuel est de 600 000, soit 1 650 en moyenne par jour ; on meurt plus souvent en hiver qu'à la belle saison ...*

*Dans le cadre de sa mission de surveillance des crises sanitaires et du suivi de leur impact, Santé publique France procède à des estimations régulières, réalisées à partir des remontées des déclarations d'état civil. Centralisées par l'Insee, elles portent sur un échantillon de 3 000 communes qui enregistrent et transmettent les décès sous forme dématérialisée depuis plusieurs années. Ces communes représentent 77 % des décès nationaux ...*

*Durant la période de l'épidémie, les remontées directes des décès seront sans doute inférieures au nombre total de victimes du virus, notamment parce qu'elles ne concernent que les décès directement imputés au Covid. Ceci n'est pas propre à la France, et la part des décès non comptabilisés dans les données administratives nationales peut différer fortement d'un pays à l'autre. En outre, la mesure de la mortalité spécifique imputable à un événement exceptionnel tel que l'épidémie de Covid-19 devra aussi être analysée conjointement avec ce qui a pu se passer avant ou ce qui se passera après :*

*– avant : la « clémence » de la grippe saisonnière – les mois de janvier et février 2020 sont des points bas de mortalité – a épargné des personnes très fragiles, ce qui a sans doute accru la population à risque face à cette épidémie ;*

*– après : on pourrait constater un « déficit de mortalité » correspondant aux vies écourtées par l'épidémie, comme cela a pu être après la canicule de 2003. De même, le pic de décès de janvier 2017 dû à la grippe a été suivi par des points bas de mortalité en mars et avril ».*

### **La Lettre de Sursaut :**

Rédacteur : Joseph MORNET

*Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous. Vous pouvez transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph Mornet : [joseph.mornet6@orange.fr](mailto:joseph.mornet6@orange.fr)*

*Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site [www.montpellier-2020.fr](http://www.montpellier-2020.fr)*